



Westminster & City News

NUMÉRO 30

Du 27 juillet au 2 août 2018

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCES PUBLIQUES

Rapport sur l'inflation : la Banque d'Angleterre relève son taux directeur à l'unanimité – Les membres du Comité de politique monétaire (MPC) ont [voté](#) à l'unanimité pour la hausse du taux directeur à 0,75 % (+0,25 pt) et pour le maintien du stock de rachat de dette (435 Md£ de dette souveraine et 10 Md£ de dette privée). En novembre dernier, les membres avaient voté en faveur d'une hausse du taux directeur à 0,5 % (+0,25 pt), la première depuis 2007. Lors du vote de février, ils avaient laissé entendre qu'une nouvelle hausse devrait intervenir dès mai mais les performances économiques mitigées au T1 2018 et une baisse de l'inflation plus rapide que prévue ont conduit à différer ce resserrement. Les dernières données indiquant un rebond marqué de l'économie britannique au T2 ont conforté le MPC dans son intention de relever le taux directeur pour la seconde fois en moins d'un an. Le Comité a annoncé son intention de poursuivre la normalisation de la politique monétaire à un rythme progressif en prenant en compte les évolutions du processus de sortie de l'UE.

Les retombées fiscales de l'impôt sur les successions ont atteint un niveau record en 2017-18 – D'après les [données](#) du HMRC, les revenus de cet impôt auraient atteint 5,2 Md£ sur cette période, soit une hausse annuelle de 8 %. Depuis 2009-10, la croissance de ces revenus a été de 10 % en moyenne, surtout tirée par une évolution des prix de l'immobilier supérieure à l'inflation alors que le seuil au-dessus duquel les individus sont tenus de payer l'impôt sur la succession est resté gelé à 325 000 £. Toutefois, en avril 2017, le gouvernement avait introduit une [mesure](#) permettant aux héritiers descendants directs d'un bien immobilier de bénéficier d'un abattement de 100 000 £ supplémentaires pour 2017-18. Ce montant va croître progressivement pour atteindre 175 000 £ pour 2020-21 puis évoluera en ligne avec l'inflation à compter de cette période. Selon l'OBR, le coût de cet abattement fut de 200 M£ en 2017-2018 et sera de 1,5 Md£ en 2020-21. En février dernier, Ph. Hammond avait laissé entendre que cet impôt « particulièrement complexe » pourrait être révisé à l'occasion du budget de novembre 2018.

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

L'optimisme des ménages est à nuancer par les perspectives de hausse de la part du revenu épargné – L'[Economic Sentiment Indicator](#) de la Commission européenne a atteint 108,5 en juillet après 106,9 en juin (100 représente la moyenne sur la période 1990-2017). Cet indice fut surtout porté par l'indicateur de confiance des consommateurs qui a atteint son niveau le plus élevé depuis octobre 2016. En particulier, les ménages n'ont jamais été aussi optimistes concernant leur situation financière depuis janvier 2016. Cependant, les intentions d'épargne ont atteint leur niveau le plus élevé depuis le vote du Brexit, indiquant que cet optimisme pourrait ne pas se répercuter sur la consommation.

L'impact net de l'intelligence artificielle (IA) devrait être positif sur le marché du travail britannique – D'après une étude de [PwC](#), d'ici 20 ans, le développement de l'IA et des technologies associées (robotique, drones, véhicules sans chauffeur, etc.) devrait contribuer à la création de 7,2 millions d'emplois au RU et en détruire 7 millions. Ces technologies devraient contribuer à plus de 10 % de croissance du PIB d'ici 2030. Le domaine de la santé serait le premier bénéficiaire de ces évolutions avec une augmentation nette du nombre d'emplois de 22 %, devant les services techniques et scientifiques (+16 %) et l'éducation (+6 %). En revanche, les emplois du secteur

manufacturier (-25 %), du secteur des transports et du stockage (-22 %) et des administrations publiques (-18 %) devraient être très affectés par ces changements. Le rapport anticipe de modestes variations interrégionales en faveur des emplois londoniens et au détriment de ceux du nord et des *Midlands*. Pour maximiser les gains, PwC propose de favoriser le financement de la recherche dans l'IA et la formation continue.

Les coûts des entreprises sont à la hausse en Écosse – Les pressions sur les coûts des entreprises écossaises ont atteint leur [plus haut niveau](#) depuis sept ans, deux tiers des entreprises ont rapporté des augmentations au T2, particulièrement dans les secteurs du tourisme (+82 %) et de la distribution (+ 70%). La moitié des entreprises interrogées notent une reprise de leurs activités ces trois derniers mois.

La confiance des entreprises reste stable dans les régions britanniques – L'indice de confiance globale des entreprises, représentant l'optimisme des entreprises et de leurs perspectives de développement commercial, demeure [inchangé](#) à 29 % en juillet. Au niveau régional, c'est dans l'Ouest (49 %) et à Londres (47 %) que la confiance est la plus forte. Elle est la plus faible dans l'Est de l'Angleterre (12%). L'incertitude autour du Brexit est perçue par les entreprises comme le principal risque. Les secteurs avec la confiance la plus forte sont la construction (48 %), le secteur manufacturier (38 %) et les transports et les communications (28 %).

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

BREXIT

Deutsche Bank déplace près de la moitié de ses activités de compensation en euro de Londres à Francfort – DB a indiqué que son exposition au risque vis-à-vis des dérivés libellés en euro et compensés à Francfort avait atteint le même niveau que ceux compensés à Londres. Il y a six mois, presque toutes les activités de compensation en euro de DB étaient effectuées au RU. Peu d'emplois sont directement liés à la compensation de dérivés, et aucune relocalisation de personnel n'est attendue suite à cette décision. Les effets escomptés sont indirects ; Deutsche Börse en sort renforcée dans son ambition de récupérer un maximum d'activités de LCH. Par ailleurs, Crédit Suisse a annoncé choisir Francfort comme centre post-Brexit pour sa banque d'investissement et ses activités de marchés de capitaux, mais relocalise aussi 50 traders à Madrid et fera de Paris son centre de courtage (pour lequel Crédit Suisse vient d'obtenir une licence). Dans le même temps et selon l'ONS, les exportations de services financiers du RU vers l'UE a atteint un plus haut historique de 25,9 Md£ en 2017.

BANQUES

La FCA conclut ne pas être compétente pour agir dans le cas du mauvais traitement des PME par RBS – La FCA a [lancé](#) une enquête pour déterminer ses « *powers to discipline for misconduct* » dans le cas du mauvais traitement des PME par la *Global Restructuring Group* de RBS entre 2008 et 2013. Bien que les manquements de GRG aient été reconnus, la FCA conclut ne pas pouvoir agir, les activités de crédits aux PME n'étant pas réglementées par elle et le *Senior Managers Regime* n'ayant été introduit qu'en 2016. Suite à cette annonce, Nicky Morgan, présidente du *Treasury Select Committee*, a appelé le gouvernement à octroyer des pouvoirs additionnels à la FCA pour lui permettre d'intervenir dans ce genre de cas. La *High Court* a par ailleurs jugé que les actions de la GRG n'étaient pas contraires à la loi. Il s'agit d'une victoire pour RBS, qui s'est excusée pour des activités « inappropriées » mais qui n'a jamais reconnu de conduite illégale. Ceci fait suite à d'autres décisions de justice s'étant toutes prononcées en sa faveur. RBS fait toutefois toujours face à des enquêtes et à de fortes critiques.

Standard Chartered présente des profits en hausse en dessous des attentes des investisseurs – Le [résultat](#) opérationnel avant impôt s'est établi à 2,4 Md\$ au S1 2018 contre 1,9 Md\$ au S1 2017 (+23%). Ce résultat est lié à une forte performance de la banque à Hong Kong et Singapour et à une nette diminution des pertes pour créances douteuses, mais est contrebalancé par des « conditions difficiles » en Afrique et au Moyen Orient et par le coût croissant de la numérisation de la banque. Les coûts augmentent de 4,8 Md\$ à 5,1 Md\$ (+6,25%). Son directeur exécutif B. Winters a affirmé que StanChart avait fait des progrès encourageants vers son objectif de moyen terme de rentabilité des capitaux propres à 8% (6,7% au S1 2018). Le ratio CET1 a augmenté de 0,4pt à 14,2%. StanChart a annoncé un dividende intérimaire de 0,06 \$ par action, dont le cours a toutefois baissé de 3,5% le jour de l'annonce des résultats. B. Winters a par ailleurs déclaré que la guerre commerciale E.-U.-Chine affecte pour le moment peu StanChart, 3% de ses revenus étant directement et indirectement liés au commerce de la Chine avec les E.-U.

Les profits de Lloyds ont augmenté de 23% au 1^{er} semestre 2018 – Les recettes ont augmenté de 2% à 9,5 Md£, tandis que les profits avant impôts ont augmenté à 3,1 Md£ grâce à la réduction des coûts engendrés par la société,

avec des profits sous-jacents augmentant de 7%, à 4,2 Md£. Le [résultat](#) comptable après impôts de Lloyds est en hausse de 38% à 2,26 Md£ contre 1,6 Md£ au S1 2017, et son résultat opérationnel est également en hausse de 7 % à 4,2 Md£ contre 3,9 Md£ au S1 2017. Le coût du risque a augmenté à 456 M£. L'augmentation de la marge nette d'intérêts s'est confirmée à 2,93% en ligne avec les objectifs fixés au 1^{er} trimestre. Le ratio CET1 s'établit à 15,1 %. Le scandale financier de l'assurance emprunteur (PPI) continue de générer des coûts qui s'élèvent à 460M£ au 1^{er} semestre 2018. Tout en promouvant la banque en ligne, Lloyds devrait rester la première banque au RU en termes de nombre d'agences bancaires (21% des agences présentes au RU, réseau que son DG souhaite maintenir).

Les revenus globaux de Barclays sont meilleurs que prévus et augmentent de 10% au 2^e trimestre 2018 – Les [résultats](#) financiers de Barclays montrent une solide performance trimestrielle de la branche investissement, ce qui a contribué au triplement des bénéfices avant impôts du groupe, à hauteur de 1,4 Md£ (contre 354M£ au T2 2017). Barclays a enregistré un bénéfice net de 1,9 Md£ (contre une perte de 1,4 Md£ au T2 2017), soit plus du tiers des attentes des analystes. Le chiffre d'affaires de l'unité britannique de Barclays a également légèrement progressé, ce qui a permis de réaliser un bénéfice avant impôts élevé de 656 M£. Barclays doit néanmoins s'acquitter du paiement d'un impôt de 184 M£ imposé par les autorités fiscales à la suite d'une reconfiguration de ses filiales. Pour Jes Staley, directeur général de Barclays, il s'agit du « premier trimestre *clean* depuis le début du redressement, il y a quelques années ». Barclays a récemment achevé sa restructuration pluriannuelle et a liquidé la plupart de ses activités en Afrique pour répondre aux inquiétudes concernant ses niveaux de fonds propres.

GESTIONNAIRES D'ACTIFS

LGIM est soumis à une enquête de la FCA pour défaillances graves dans ses procédures internes – Les pratiques du plus grand gestionnaire d'actifs du RU font l'objet d'une investigation du superviseur britannique à la suite de plusieurs plaintes déposées par des employés lanceurs d'alerte dénonçant des négligences importantes et une culture d'entreprise « nocive ». Les gestionnaires de fonds de LGIM auraient notamment été négligents dans le calcul de la durée de remboursement des obligations de leurs investisseurs, entraînant pour ces derniers des pertes financières importantes. Ces négligences n'auraient pas été portés à la connaissance de hiérarchie. Ceci s'expliquerait notamment par une politique de la performance qui contraindrait les équipes à ne pas dénoncer les pratiques frauduleuses. Dans le même temps, le *Fixed Income, currencies and commodities Markets Standard Board* de la BoE a rendu un [rapport](#) sur les scénarios récurrents de *misconduct* en matière de marchés financiers parmi lesquels la mauvaise gestion commerciale et la mauvaise information du client sont citées.

FINTECH

Les investissements Fintech au RU ont fortement augmenté au 1^{er} semestre 2018 - Une [étude](#) de KMPG révèle que le RU a attiré plus d'investissements dans les FinTech que tout autre pays, à hauteur de 12,3Md£. Les plus fortes progressions ont été enregistrées par Revolut (+250M\$), eToro (+100M\$), Flender (60M\$) et Moneyfarm (+54M\$). Pour KPMG, ces chiffres sont le résultat des actions de promotion du gouvernement britannique en faveur des Fintech, qui a favorisé le lancement de la Stratégie Fintech, qui promeut les procédés d'intelligence artificielle et d'automatisation des données. Selon KMPG, de nouvelles FinTech devraient voir le jour dans les prochains mois, contribuant à une plus grande concurrence dans le secteur. Par ailleurs, la mise en œuvre de la Directive sur les services de paiement II pourrait également contribuer à produire des effets positifs.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Marianne Carrubba, Robin Fournier, Laura Guenancia, Louis Martin et Margaux Sauvaget

Revu par : Philippe Guyonnet-Dupérat

Version du 2 août 2018